

30 juin 2009

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



SOMMAIRE

Principales données financières consolidées	3
Rapport semestriel d'activité	4
Comptes semestriels consolidés résumés 2009	10
Rapport des Commissaires aux comptes	34
Attestation du responsable du rapport financier semestriel	35

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES

COMPTES CONSOLIDES

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2005	1 ^{er} semestre 2006	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009
CHIFFRE D'AFFAIRES hors taxes	3 472	3 784	4 397	4 374	4 376
CHARGES OPERATIONNELLES	3 410	3 603	4 128	4 042	4 089
MARGE OPERATIONNELLE	62	181	269	332	287
% du chiffre d'affaires	1,8%	4,8%	6,1%	7,6%	6,6%
RESULTAT OPERATIONNEL	123	139	229	288	167
% du chiffre d'affaires	3,5%	3,7%	5,2%	6,6%	3,8%
RESULTAT NET (part du Groupe)	58	71	168	231	78
% du chiffre d'affaires	1,7%	1,9%	3,8%	5,3%	1,8%
RESULTAT PAR ACTION					
<i>Nombre d'actions au 30 juin</i>	131 388 178	131 753 496	144 819 065	145 686 996	146 510 068
Résultat par action au 30 juin (en euros)	0,44	0,54	1,16	1,59	0,53
TRESORERIE NETTE AU 30 JUIN	498	789	452	533	576
NOMBRE MOYEN DE COLLABORATEURS	59 382	62 230	77 669	84 646	90 855
NOMBRE DE COLLABORATEURS AU 30 JUIN	59 190	63 680	79 981	86 487	89 453

Evénements marquants du premier semestre 2009

La crise économique mondiale s'est étendue et amplifiée au premier semestre 2009. La demande de prestations de conseil et de services informatiques, qui avait jusque-là fait preuve d'une résistance remarquable, a connu une rupture significative : dans la plupart des régions, les premiers mois de l'année ont été marqués par une baisse des taux d'utilisation d'une ampleur très supérieure à celle connue habituellement à cette période. Nos clients recherchent tout à la fois économies sur les dépenses discrétionnaires et dans certains cas le report ou l'annulation de certains projets d'investissement. Dans certains pays et/ou certains secteurs, cette rupture d'activité s'est aussi traduite par des pressions sur les prix.

Dans ce contexte particulièrement défavorable, la baisse du chiffre d'affaires du Groupe Capgemini a cependant été fortement limitée par son dynamisme commercial et la diversité de son portefeuille d'activités : l'infogérance s'est avérée particulièrement adaptée aux nouvelles préoccupations des donneurs d'ordre, et les clients du secteur public, et dans une moindre mesure ceux du secteur de l'énergie et des « utilities », ont poursuivi leurs investissements. Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 s'inscrit même en très légère progression par rapport à celui du premier semestre 2008 à 4 376 millions d'euros, mais c'est grâce à l'entrée dans le périmètre de consolidation de la société BAS B.V. acquise fin 2008, et en dépit de l'appréciation de l'euro contre la plupart des devises européennes. A taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires enregistre une baisse limitée de 2,2%.

Les changements de l'environnement se sont aussi traduits dans les prises de commandes du Groupe : elles sont quasiment stables par rapport à celles du premier semestre 2008 à 4 433 millions d'euros (-1,4% à taux de change et périmètre constants), mais résultent d'évolutions contrastées. En infogérance, elles sont en forte progression et atteignent 1 376 millions d'euros (+34,6%) mais sont en baisse de 12% en moyenne pour les trois autres métiers (conseil, intégration de systèmes et service de proximité), plus sensibles à la conjoncture, mais pour lesquels le ratio prise de commande sur chiffre d'affaires s'élève encore à 1,07.

Le repli de l'activité en début d'exercice s'est traduit par une moindre profitabilité du Groupe au premier semestre qui est néanmoins restée conforme aux prévisions communiquées début 2009 : la marge opérationnelle s'élève à 287 millions d'euros soit 6,6% du chiffre d'affaires (contre 7,6% au premier semestre 2008). L'adaptation du Groupe à la nouvelle situation économique a aussi rendu nécessaire une hausse des coûts de restructuration qui s'élèvent à 102 millions d'euros. Le résultat opérationnel atteint 167 millions d'euros, soit 3,8% du chiffre d'affaires. Après prise en compte d'une charge financière nette de 39 millions d'euros, supérieure de 24 millions d'euros à celle du premier semestre 2008, en raison principalement de la forte baisse du rendement des excédents de trésorerie et d'une charge d'impôt de 50 millions d'euros (dont 32 millions d'impôts différés correspondant essentiellement à l'utilisation de reports déficitaires précédemment constatés au bilan), le résultat du semestre s'établit à 78 millions d'euros.

Après le paiement d'un dividende d'un euro par action (143 millions d'euros) et compte tenu de la hausse traditionnelle (mais limitée) du besoin en fonds de roulement en cours d'exercice, la trésorerie nette s'élève à 576 millions d'euros. La solidité financière du Groupe a d'ailleurs été renforcée au cours du premier semestre par l'émission d'une nouvelle OCEANE (Obligation Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes), assurant par avance le refinancement de l'OCEANE venant à échéance le 1^{er} janvier 2010 et permettant ainsi au Groupe d'allonger la maturité de sa dette.

Les effectifs du Groupe sont en progression par rapport au 30 juin 2008 (89 453 contre 86 487) mais marquent un repli de 2,4% par rapport au niveau atteint le 31 décembre 2008. L'infogérance est le seul métier à voir ses effectifs poursuivre leur croissance. Situés principalement en Inde mais aussi en Pologne, en Chine, au Maroc et en Amérique latine, les effectifs « offshore » sont de 25 027 personnes soit 28% du total contre 26% un an auparavant. Au cours du 2^{ème} semestre 2009, le dispositif Rightshore® de Capgemini sera étendu au Vietnam grâce à l'intégration d'une plateforme de développement et de maintenance forte d'une centaine de professionnels et principalement dédiée à des clients français du domaine de l'assurance. L'attrition a marqué un fort recul : alors que pour les six premiers mois de 2008 elle s'établissait à 18,3% (taux annualisé) elle n'est plus que de 9,6% en 2009.

Evolution de l'activité par zone géographique

	% du CA S1 2009	Croissance par rapport à S1 2008		Taux de Marge Opérationnelle	
		A taux et périmètre courants	A taux et périmètre constants	S1 2008	S1 2009
France	23%	-4,5%	-4,6%	5,0%	4,8%
Royaume-Uni et Irlande	22%	-1,6%	12,7%	8,2%	8,1%
Amérique du Nord	19%	3,1%	-7,9%	5,8%	5,1%
Benelux	17%	16,2%	-6,5%	14,4%	7,5%
Reste du monde, dont :	19%	-6,9%	-4,0%	10,7%	10,3%
<i>Allemagne et Europe Centrale</i>	7%	-5,0%	-5,4%	13,6%	10,9%
<i>Pays nordiques</i>	6%	-15,3%	-6,3%	9,1%	7,4%
<i>Europe du Sud et Amérique Latine</i>	5%	-2,6%	-3,7%	4,7%	2,9%
<i>Asie Pacifique</i>	1%	11,9%	13,5%	N/A	N/A
TOTAL	100%	0,1%	-2,2%	7,6%	6,6%

La France (à laquelle est adjointe le Maroc) reste la première région du Groupe avec 1 009 millions d'euros (23,1% du chiffre d'affaires total). Le chiffre d'affaires y est en recul de 4,5% par rapport à la même période de l'exercice précédent. L'intégration de systèmes est le seul métier à y enregistrer une progression, alors que le conseil a pu maintenir son niveau d'activité si on met à part le secteur des télécoms qui enregistre un fort recul. La rentabilité reste quasiment stable avec une marge opérationnelle de 48 millions d'euros soit 4,8% du chiffre d'affaires (contre 5,0% au premier semestre 2008).

Avec un chiffre d'affaires de 972 millions d'euros (22,2% du chiffre d'affaires total) en retrait de 1,6% par rapport à celui de l'exercice précédent, la région Royaume Uni et Irlande reste la seconde région du Groupe. Sans la faiblesse de la livre elle aurait même pu redevenir la première puisque son chiffre d'affaires progresse de 12,7% à taux de change et périmètre constants. Cette progression remarquable est avant tout liée à la prépondérance de l'infogérance dans la région où elle représente plus des trois-quarts de l'activité. La seconde composante particulièrement favorable dans le contexte actuel est une exposition presque aussi importante au secteur public : sans être indifférent à la crise, ce secteur poursuit ses efforts d'investissement et l'externalisation d'une partie de ses fonctions afin de poursuivre l'optimisation de ses coûts. La marge opérationnelle s'élève à 78 millions d'euros (8,1% du chiffre d'affaires) permettant à « Royaume Uni et Irlande » de devenir la plus profitable des grandes régions du Groupe, que ce soit en pourcentage ou en valeur absolue.

Le chiffre d'affaires en Amérique du Nord est de 836 millions d'euros (19,1% du chiffre d'affaires du Groupe) et affiche une progression de 3,1% par rapport au premier semestre 2008 mais, une fois retraité des variations des devises (en particulier de l'appréciation du dollar américain), il enregistre une baisse de 7,9%. Si le Groupe en Amérique du Nord avait pu jusqu'alors résister à la dégradation de l'environnement économique, aidé par le dynamisme de l'infogérance et de Sogeti, tous les métiers ont connu des baisses sensibles au premier semestre 2009. Elle s'explique en infogérance par un décalage entre la dégrèvement de certains contrats et la montée en puissance de nouveaux et est en partie la conséquence d'une moindre utilisation en intégration de systèmes de sous-traitants locaux qui sont progressivement remplacés par des ressources du Groupe en Inde. Sogeti a connu la plus forte baisse (supérieure à 10%) mais a presque réussi à maintenir son taux de rentabilité. Cette performance a d'ailleurs été atteinte sur l'ensemble de l'Amérique du Nord puisque la marge opérationnelle s'élève à 43 millions d'euros et 5,1% du chiffre d'affaires (contre 47 millions et 5,8% au premier semestre 2008).

Le chiffre d'affaires réalisé au Benelux s'élève à 734 millions (16,8% du chiffre d'affaires total), supérieur de 16,2% à celui de la même période de l'exercice précédent, mais une fois retraité de l'acquisition de BAS BV, il est en fait en retrait de 6,5%. La crise a été et reste particulièrement aiguë dans cette région, en raison d'une proportion particulièrement élevée de clients du secteur financier chez tous les prestataires de services informatiques. Ces clients ont procédé à des ajustements majeurs de leur demande en début d'exercice, ce qui a créé une surcapacité significative. L'ampleur de ce choc est d'ailleurs mieux reflétée par l'évolution séquentielle du chiffre d'affaires qui, à taux de change et périmètre constants, est en recul de 11,1% par rapport à celui du deuxième semestre 2008. Tous les métiers y sont en recul, mais l'infogérance et les services de proximité font preuve d'une plus grande résistance. Avec une marge opérationnelle de 55 millions d'euros, la région affiche toujours une rentabilité honorable (7,5% du chiffre d'affaires), mais en fort recul par rapport à l'exercice précédent. Face à cette situation, un certain nombre d'actions ont été mises en œuvre dès le premier semestre 2009 afin de préserver la rentabilité du Groupe, en particulier des changements de management et des réductions d'effectifs dans certaines unités.

Les autres régions représentent ensemble 18,8% du chiffre d'affaires du Groupe (825 millions d'euros), elles enregistrent un recul de 6,9% (et 4,0% à taux de change et périmètre constants). Seules l'Italie et l'Asie Pacifique affichent des progressions alors que l'activité décline dans la région « Espagne Portugal et Amérique latine » et dans les pays nordiques et à un moindre degré dans la région « Allemagne et Europe centrale ». Avec une marge opérationnelle totale de 85 millions d'euros, le taux de marge opérationnelle de ces autres régions est supérieur à 10%. C'est effectivement le cas en Allemagne et Europe centrale, mais le taux de marge opérationnelle est de 7,4% dans les pays nordiques et proche de 3% en Europe du sud. Quant à la région Asie Pacifique, la marge opérationnelle, qui s'élève à 30 millions d'euros, ne peut être rapportée directement au chiffre d'affaires, car seul celui réalisé avec des clients locaux est comptabilisé dans la région.

En revanche, le chiffre d'affaires réalisé en sous-traitance interne pour des clients localisés dans les autres régions du Groupe est comptabilisé dans ces dernières. Plutôt que les 1,4% du chiffre d'affaires externe réalisés en Asie Pacifique, il convient d'observer qu'avec 21 475 collaborateurs principalement en Inde (24% des effectifs totaux), il s'agit du premier pôle de ressources du Groupe. Une partie des marges réalisées pour ces clients d'autres régions est enregistrée en Asie Pacifique alors que le chiffre d'affaires est enregistré dans la région qui facture le client, ce qui rend difficile la lecture directe de la profitabilité des différentes régions du Groupe.

Evolution de l'activité par métier

	% du CA S1 2009	Croissance* par rapport à S1 2008	Taux d'utilisation		Taux de Marge Opérationnelle	
			S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009
Conseil	7%	-13,4%	67,2%	65,2%	13,3%	10,5%
Intégration de systèmes	40%	-2,6%	80,0%	77,5%	9,2%	6,1%
Infogérance	36%	2,6%			4,7%	6,5%
Services de Proximité	17%	-5,4%	82,8%	80,6%	11,5%	9,1%

*à taux de change et périmètre constants.

L'intégration de systèmes reste le premier métier du Groupe avec 40,3% du chiffre d'affaires malgré une baisse de 2,6% à taux de change et périmètre constants. Cette baisse somme toute limitée s'explique en partie par la richesse de l'offre de services du Groupe. Si les grands projets sont temporairement en forte régression, les clients restent ouverts à des projets plus restreints dont la rentabilité est non seulement tangible mais quasiment immédiate. Le taux d'utilisation en intégration de systèmes s'inscrit néanmoins en baisse de plus de deux points par rapport à celui du premier semestre 2008, mais cette évolution a été tempérée par une meilleure gestion de la localisation des ressources non utilisées sur des projets client. Les prix de vente moyen ont baissé de 2,6% mais cela reflète avant tout une proportion supérieure de ressources offshore. Le taux de marge opérationnelle s'inscrit en repli, à 6,1% du chiffre d'affaires.

L'infogérance est le deuxième métier du Groupe avec 35,9% du chiffre d'affaires. C'est le seul à enregistrer une progression (+2,6% par rapport au premier semestre 2008), remplissant ainsi parfaitement son rôle de stabilisateur de l'activité du Groupe. La progression du chiffre d'affaires a permis une amélioration sensible de la profitabilité, le taux de marge opérationnelle est de 6,5% contre 4,7% au premier semestre 2008. Les perspectives restent favorables tant il est clair que la maîtrise des coûts est devenue une priorité majeure pour les clients et que l'infogérance est le plus souvent le moyen le plus rapide et le plus efficace d'y parvenir. Il faut cependant noter que si les opportunités commerciales sont multiples, la concurrence est bien entendu particulièrement intense. Par ailleurs, une partie de ces opportunités sont offertes par des clients qui ont peu ou pas d'expérience de l'externalisation; les prises de décision sont parfois plus longues qu'initialement anticipé.

Le chiffre d'affaires réalisé par Sogeti (services de proximité) est en baisse de 5,4% et représente 17,0% du chiffre d'affaires total. Cette activité par nature assez exposée aux cycles économiques n'a pu échapper totalement à la dégradation de l'environnement, mais elle a néanmoins réussi à en limiter l'impact. Si le taux d'utilisation est en retrait de plus de deux points, les prix de vente moyen sont restés stables. Le taux de marge opérationnelle est de 9,1%.

Le conseil est particulièrement sensible à la conjoncture par sa nature essentiellement discrétionnaire. C'est aussi le métier du Groupe dont la durée moyenne des missions est la plus courte. C'est donc assez logiquement dans cette discipline que les premiers signes de ralentissement avaient été enregistrés en 2008, et cette tendance s'est poursuivie au premier semestre 2009. Le chiffre d'affaires est en effet en recul de 13,4% à taux de change et périmètre constants et ne représente plus que 6,8% du chiffre d'affaires total. Le taux d'utilisation a été particulièrement affecté au premier trimestre, baissant de plus de quatre points par rapport à celui du premier trimestre 2008, mais un ajustement rapide des effectifs, tant par l'attrition que par des mesures de restructuration ainsi qu'un repositionnement d'une partie des consultants sur des offres plus adaptées au nouvel environnement, ont permis au deuxième trimestre de ramener cet indicateur à son niveau de 2008. Le prix de vente moyen a enregistré une baisse de près de 4%, en partie en raison d'un moindre appétit pour les offres à plus forte valeur ajoutée comme le conseil en stratégie. La gestion rigoureuse menée au cours du premier semestre 2009 a permis de conserver un niveau de profitabilité remarquable : avec une marge opérationnelle représentant 10,5% du chiffre d'affaires, le conseil est le métier le plus profitable.

Analyse des comptes semestriels consolidés résumés

LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 s'élève à 4 376 millions d'euros contre 4 374 millions d'euros au premier semestre 2008, soit une stabilité à taux de change et périmètre courants et une baisse de -2,2% à taux de change et périmètre constants.

La marge opérationnelle du premier semestre 2009 atteint 287 millions d'euros contre 332 millions d'euros au premier semestre 2008, soit un taux de marge de 6,6% contre 7,6% au premier semestre 2008.

La diminution du taux de marge opérationnelle par rapport à 2008 est principalement liée à la dégradation de la marge brute, dans un environnement plus difficile, en dépit d'une baisse sensible des coûts administratifs alors que le Groupe poursuivait ses investissements commerciaux.

Les autres produits et charges opérationnels constituent une charge de 120 millions d'euros au premier semestre 2009, contre 44 millions d'euros sur le premier semestre 2008. Cette augmentation résulte principalement de celle des coûts de restructuration (102 millions d'euros au premier semestre 2009, soit 74 millions d'euros de plus qu'au premier semestre 2008), notamment aux Pays-Bas, en France et en Espagne. Les coûts d'intégration augmentent de 3 millions d'euros par rapport au premier semestre 2008 et s'élèvent à 5 millions d'euros, essentiellement relatifs à l'acquisition de BAS B.V. La charge liée aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions représente 9 millions d'euros (contre 11 millions d'euros au premier semestre 2008). Les autres charges opérationnelles s'élèvent à 4 millions d'euros (contre 3 millions d'euros au premier semestre 2008) et résultent principalement de la prise en compte des obligations générées par la rupture anticipée, intervenue le 19 décembre 2008, du contrat signé avec TXU (dorénavant EFH) en mai 2004.

Le résultat opérationnel s'établit donc à 167 millions d'euros au premier semestre 2009 (soit 3,8% du chiffre d'affaires) contre 288 millions d'euros au premier semestre 2008 (soit 6,6% du chiffre d'affaires).

Le résultat financier est une charge de 39 millions d'euros au premier semestre 2009 contre une charge de 15 millions d'euros au premier semestre 2008, soit une dégradation de 24 millions d'euros, s'expliquant par :

- la diminution de 21 millions d'euros des produits de trésorerie résultant principalement de la baisse des taux de rendement sur trésorerie placée,
- l'augmentation de 13 millions d'euros de la charge financière sur les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies, essentiellement au Royaume-Uni,
- la non récurrence des charges financières notionnelles enregistrées au premier semestre 2008, pour un total de 5 millions d'euros, au titre de l'option de vente dont bénéficiait le groupe TXU (dorénavant EFH), et de la dette financière reconnue en contrepartie de la réintégration des créances de carry-back décomptabilisées au 30 juin 2008.

La charge d'impôt s'élève à 50 millions d'euros au premier semestre 2009 contre 42 millions d'euros au premier semestre 2008, dont 18 millions d'euros d'impôts courants (42 millions d'euros au premier semestre 2008). Les impôts différés dont le solde net est une charge de 32 millions d'euros (contre zéro millions d'euros au premier semestre 2008), résultent :

- de l'imputation de déficits fiscaux reportables sur résultats fiscaux bénéficiaires de la période pour 33 millions d'euros,
- d'une charge nette de 4 millions d'euros correspondant à la dépréciation d'actifs d'impôts différés, principalement au Danemark,
- d'un produit de 3 millions d'euros au Royaume-Uni relatif à un crédit d'impôt différé généré par des charges de recherche et développement encourues en 2008,
- et 2 millions d'euros de produits liés à des actifs d'impôts différés sur déficits fiscaux reportables nés au cours de la période.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 78 millions d'euros au premier semestre 2009 (contre 231 millions d'euros au premier semestre 2008). Le résultat de base par action s'élève à 0,54 euro sur la base de 143 736 868 actions contre 1,61 euro sur la base de 143 336 055 actions sur le premier semestre 2008 ; en ce qui concerne le résultat net dilué par action, celui ci s'élève à 0,54 euro sur la base de 144 066 606 actions contre 1,52 euros sur la base de 156 723 998 actions au 30 juin 2008.

L'ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

La situation nette de l'ensemble consolidé s'établit à 3 984 millions d'euros, soit une augmentation de 45 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008. Cette variation résulte principalement :

- de la prise en compte du résultat bénéficiaire de la période de 78 millions d'euros,
- des augmentations de capital par levée d'options de souscription d'actions pour 13 millions d'euros, et de la contrepartie de la charge liée aux options de souscription d'actions et d'attribution d'actions pour 9 millions d'euros,
- de l'élimination des actions propres détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions pour 3 millions d'euros,
- de la reconnaissance en capitaux propres de pertes actuarielles liées aux provisions pour retraites et engagements assimilés, nets d'impôts différés pour 33 millions d'euros, et de la variation positive de la juste valeur des instruments dérivés dans le cadre de la comptabilité de couverture des flux de trésorerie en Inde, nette d'impôts différés, pour 13 millions d'euros,
- de la variation positive des réserves de conversion pour 65 millions d'euros,
- de la composante capitaux propres relative à l'emprunt obligataire convertible émis le 20 avril 2009 (OCEANE 2009), nette d'impôts différés, pour 43 millions d'euros,
- de la diminution de la composante capitaux propres, suite au rachat partiel de l'emprunt obligataire OCEANE 2003 en avril, à hauteur de 4 millions d'euros,
- du versement de dividendes aux actionnaires pour 143 millions d'euros, soit 1 euro par action.

Les actifs non courants s'établissent à 4 307 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une augmentation de 65 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008 principalement due aux mouvements suivants :

- 52 millions d'euros d'augmentation de la valeur nette des écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles et corporelles résultant essentiellement des acquisitions réalisées durant la période (87 millions d'euros), de l'effet positif des écarts de conversion provenant des actifs libellés en dollar américain et en livre sterling (76 millions d'euros), partiellement compensés par les amortissements et cessions de la période (91 millions d'euros) et du reclassement en impôts différés dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition de BAS B.V. (18 millions d'euros),
- 17 millions d'euros d'augmentation des impôts différés actifs résultant essentiellement:
 - de 23 millions d'euros d'impôts différés actifs reconnus dans le cadre de l'acquisition de BAS B.V.,
 - de l'effet positif du change pour 17 millions d'euros,
 - d'impôts différés actifs reconnus directement en capitaux propres relatifs aux pertes actuarielles et aux instruments de couverture des flux futurs de trésorerie pour 11 millions d'euros,
 - partiellement compensés par l'utilisation des déficits fiscaux reportables pour 33 millions d'euros (principalement en France et au Royaume-Uni).

Les passifs non courants hors dettes financières à long terme s'établissent à 889 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une augmentation de 91 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008 principalement due:

- à l'augmentation des provisions pour retraites et engagements assimilés (90 millions d'euros) résultant d'une perte actuarielle nette de 45 millions d'euros, essentiellement au Royaume-Uni, et de l'écart de conversion pour 58 millions d'euros du fait du poids prépondérant du Royaume-Uni et du Canada dans les engagements de retraites du Groupe,
- à l'augmentation des impôts différés passifs (24 millions d'euros) en raison de la variation des composantes capitaux propres des OCEANES 2009 et 2003, à hauteur de 20 millions d'euros, et de la reconnaissance d'un impôt différé passif consécutivement à l'allocation du prix d'acquisition de la société BAS B.V. à hauteur de 4 millions d'euros.

Les créances d'exploitation composées des comptes clients et comptes rattachés, s'élèvent à 2 362 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 2 396 millions d'euros au 31 décembre 2008. Les créances clients nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance s'élèvent à 1 706 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 1 774 millions d'euros au 30 juin 2008 et 1 682 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les dettes opérationnelles sont principalement composées des dettes fournisseurs et comptes rattachés, des dettes de personnel ainsi que des impôts et taxes, et s'élèvent à 1 963 millions d'euros au 30 juin 2008, contre 1 981 millions d'euros au 30 juin 2008 et 2 096 millions d'euros au 31 décembre 2008.

La trésorerie nette consolidée au 30 juin 2009 s'élève à 576 millions d'euros contre 774 millions d'euros au 31 décembre 2008. La diminution de 198 millions d'euros s'explique essentiellement comme suit :

- le versement aux actionnaires d'un dividende pour un total de 143 millions d'euros,
- un flux de trésorerie net généré par l'activité sur le premier semestre négatif à hauteur de 83 millions d'euros, la variation négative de 273 millions d'euros du besoin en fonds de roulement liée à la saisonnalité de l'activité et le décaissement de 52 millions d'euros relatif au titre de l'impôt ayant plus qu'absorbé la capacité d'autofinancement (avant coût de l'endettement financier net et impôt) de 242 millions d'euros générée sur le semestre,
- un flux de trésorerie d'investissement négatif de 88 millions d'euros, lié essentiellement:
 - aux décaissements relatifs aux sociétés acquises, principalement la société BAS B.V., nets de leur trésorerie, pour 23 millions d'euros,
 - aux acquisitions nettes des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles à hauteur de 65 millions d'euros,

- l'augmentation de 71 millions d'euros de la juste valeur du swap de change en couverture d'un prêt intra-groupe consenti par Capgemini UK Plc. à Capgemini S.A.,
- la différence entre le produit net de l'émission de l'OCEANE 2009 (564 millions d'euros) et le montant de la dette reconnue en application de la méthode du coût amorti (500 millions d'euros), soit un écart positif de 64 millions d'euros, correspondant à la composante capitaux propres de l'OCEANE 2009 à la date de l'émission.

Parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2009, à l'exception de l'émission de Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables (BSAAR) réservés à des salariés et mandataires sociaux du Groupe, pour lesquels une information détaillée est fournie en Note 9 - Capitaux propres.

Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2009

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le Groupe n'ont pas changé par rapport aux facteurs de risque présentés aux pages 12 à 16 du document de référence 2008.

Parmi ceux-ci, l'évolution récente de la conjoncture amène à porter une attention particulière aux risques conjoncturels, et dans une moindre mesure, aux risques clients et fournisseurs. En revanche le risque collaborateur devient moins sensible comme en témoigne la baisse du taux d'attrition.

Perpectives pour le second semestre 2009

Les premiers signes d'une relative stabilisation sont apparus dans certaines régions et on a même pu noter dans quelques cas isolés les premiers indicateurs d'une possible reprise de la demande. Cela étant, il est prudent de penser que l'infogérance sera le seul métier à connaître une activité relativement stable au 2ème semestre, les autres métiers continuant à afficher année sur année des baisses d'activité d'autant plus sensibles qu'ils avaient réalisé une croissance significative au 2ème semestre 2008. Au total, le chiffre d'affaires du Groupe devrait accuser pour le second semestre 2009 une décrue comprise entre 4 et 6% (à taux de change et périmètre constants) ce qui conduirait pour l'ensemble de l'exercice 2009 à une contraction de 3 à 4%. En revanche, une gestion encore plus rigoureuse de ses coûts devrait permettre au Groupe de dégager pour l'exercice un taux de marge opérationnelle de l'ordre de 7%.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES 2009

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES POUR L'EXERCICE 2008 ET LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2008 ET 30 JUIN 2009

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2008		1 ^{er} semestre 2008		1 ^{er} semestre 2009	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires	3	8 710	100	4 374	100	4 376	100
Coûts des services rendus	4	6 478	74,4	3 271	74,8	3 345	76,4
Frais commerciaux	4	632	7,3	322	7,4	338	7,7
Frais généraux et administratifs	4	856	9,8	449	10,2	406	9,3
Marge opérationnelle		744	8,5	332	7,6	287	6,6
Autres produits et charges opérationnels	5	(158)	(1,8)	(44)	(1,0)	(120)	(2,8)
Résultat opérationnel		586	6,7	288	6,6	167	3,8
Coût de l'endettement financier (net)	6	2	-	1	-	(15)	(0,3)
Autres produits et charges financiers	7	(21)	(0,2)	(16)	(0,3)	(24)	(0,6)
Résultat financier		(19)	(0,2)	(15)	(0,3)	(39)	(0,9)
Charge d'impôt	8	(116)	(1,3)	(42)	(1,0)	(50)	(1,1)
Résultat des entreprises associées		-	-	-	-	-	-
Résultat net		451	5,2	231	5,3	78	1,8
dont :							
Part du Groupe		451	5,2	231	5,3	78	1,8
Part des minoritaires		-	-	-	-	-	-

	Note	2008	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		143 424 188	143 336 055	143 736 868
Résultat de base par action (en euros)	9	3,14	1,61	0,54
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)		156 466 779	156 723 998	144 066 606
Résultat dilué par action (en euros)	9	2,97	1,52	0,54

ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2008, AU 31 DECEMBRE 2008 ET AU 30 JUIN 2009

ACTIF				
<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2008	31 décembre 2008	30 juin 2009
Ecart d'acquisition	10	2 503	2 726	2 778
Immobilisations incorporelles		159	140	123
Immobilisations corporelles		432	422	439
Total des immobilisations		3 094	3 288	3 340
Impôts différés		868	863	880
Autres actifs non courants	11	85	91	87
TOTAL ACTIF NON COURANT		4 047	4 242	4 307
Clients et comptes rattachés	12	2 557	2 396	2 362
Autres créances courantes et d'impôts		265	223	312
Placements à court terme	13	1 288	1 290	1 512
Banques	13	379	578	346
TOTAL ACTIF COURANT		4 489	4 487	4 532
TOTAL ACTIF		8 536	8 729	8 839

PASSIF				
<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2008	31 décembre 2008	30 juin 2009
Capital social		1 166	1 167	1 172
Primes d'émission et d'apport		2 686	2 689	2 697
Réserves et report à nouveau		(233)	(368)	37
Résultat de la période		231	451	78
Capitaux propres part du Groupe		3 850	3 939	3 984
Intérêts minoritaires		-	-	-
SITUATION NETTE CONSOLIDÉE		3 850	3 939	3 984
Dettes financières à long terme	13	1 051	987	1 042
Impôts différés		138	138	162
Provisions pour retraites et engagements assimilés	14	434	503	593
Provisions non courantes		29	45	25
Autres dettes non courantes		127	112	109
TOTAL PASSIF NON COURANT		1 779	1 785	1 931
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	13	81	47	252
Dettes opérationnelles		1 981	2 096	1 963
Acomptes clients et produits constatés d'avance	12	689	639	568
Provisions courantes		48	20	36
Autres dettes courantes et d'impôts		108	203	105
TOTAL PASSIF COURANT		2 907	3 005	2 924
TOTAL PASSIF		8 536	8 729	8 839

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES POUR L'EXERCICE 2008 ET LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2008 ET 30 JUIN 2009

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2008	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009
Résultat net		451	231	78
Dépréciation des écarts d'acquisition		24	-	-
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations		213	87	83
Dotations aux provisions et autres charges calculées, nettes		(62)	(22)	(13)
Plus ou moins-values de cession d'actifs		3	-	3
Charges liées aux attributions d'actions et de stocks options	5	22	11	9
Coût de l'endettement financier (net)	6	(2)	(1)	15
Charge d'impôt	8	116	42	50
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur et autres		(17)	2	17
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôt (A)		748	350	242
Impôt versé (B)		(94)	(47)	(52)
Variation liée aux créances clients et comptes rattachés et acomptes clients et produits constatés d'avance		(153)	(310)	(1)
Variation liée aux dettes fournisseurs		12	28	(31)
Variation liée aux autres créances et dettes		35	(144)	(241)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (C)		(106)	(426)	(273)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE (D=A+B+C)		548	(123)	(83)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(134)	(60)	(70)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		20	9	5
		(114)	(51)	(65)
Décaissements liés aux acquisitions de sociétés consolidées		(274)	(32)	(23)
Trésorerie des sociétés acquises		7	2	1
Encaissements / décaissements (nets) liés aux cessions / acquisitions de sociétés non consolidées		-	-	-
Encaissements / décaissements (nets) liés aux autres opérations d'investissement		(16)	-	(1)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		1	1	-
		(282)	(29)	(23)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		(396)	(80)	(88)
Augmentation de capital		10	6	13
Dividendes versés		(143)	(143)	(143)
Encaissements / décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres		(75)	(70)	3
Augmentations des dettes financières		37	20	581
Remboursements des dettes financières		(130)	(34)	(286)
Intérêts financiers		2	1	(18)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)		(299)	(220)	150
VARIATION DE LA TRESORERIE (G=D+E+F)		(147)	(423)	(21)
Incidence des variations des cours des devises (H) ⁽¹⁾		(185)	(62)	76
TRESORERIE D'OUVERTURE (I) ⁽¹⁾	13	2 137	2 137	1 805
TRESORERIE DE CLOTURE (G+H+I) ⁽¹⁾	13	1 805	1 652	1 860

(1) Il convient de noter que depuis le 31 décembre 2008, les instruments dérivés attachés à des éléments de trésorerie sont reclassés avec leurs sous-jacents aux fins d'une information plus appropriée, cf. Note 13 – Trésorerie nette.

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2008, 31 DECEMBRE 2008 ET 30 JUIN 2009

<i>en millions d'euros</i>	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Réserves de conversion	Situation nette de l'ensemble consolidé (1)
Au 1^{er} janvier 2008	145 425 510	1 164	2 682	(10)	187	(172)	3 851
Augmentations de capital par levée d'options	261 486	2	4	-	-	-	6
Valorisation des options de souscription d'actions	-	-	-	-	10	-	10
Dividendes versés au titre de l'exercice 2007	-	-	-	-	(143)	-	(143)
Ajustement relatif au nombre et à la valeur des actions propres détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions	-	-	-	(71)	1	-	(70)
Réévaluation et élimination des actions attribuées ou attribuables à des salariés du Groupe Capgemini	-	-	-	-	1	-	1
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	77	(113)	(36)
Résultat net	-	-	-	-	231	-	231
Au 30 juin 2008	145 686 996	1 166	2 686	(81)	364	(285)	3 850
Augmentations de capital par levée d'options	157 942	1	3	-	-	-	4
Valorisation des options de souscription d'actions	-	-	-	-	10	-	10
Ajustement relatif au nombre et à la valeur des actions propres détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions	-	-	-	(2)	(3)	-	(5)
Réévaluation et élimination des actions attribuées ou attribuables à des salariés du Groupe Capgemini	-	-	-	(1)	2	-	1
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	(149)	8	(141)
Résultat net	-	-	-	-	220	-	220
Au 1^{er} janvier 2009	145 844 938	1 167	2 689	(84)	444	(277)	3 939
Augmentations de capital par levée d'options	665 130	5	8	-	-	-	13
Valorisation des actions de performance et des options de souscription d'actions	-	-	-	-	8	-	8
Dividendes versés au titre de l'exercice 2008	-	-	-	-	(143)	-	(143)
Ajustement relatif au nombre et à la valeur des actions propres détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions (2)	-	-	-	2	1	-	3
Réévaluation et élimination des actions attribuées ou attribuables à des salariés du Groupe Capgemini	-	-	-	-	1	-	1
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	20	65	85
Résultat net	-	-	-	-	78	-	78
Au 30 juin 2009	146 510 068	1 172	2 697	(82)	409	(212)	3 984

(1) En 2008 et au 30 juin 2009, il n'existe pas d'intérêts minoritaires significatifs.

(2) Au 30 juin 2009, outre 275 000 actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité mis en œuvre depuis 2005, Cap Gemini S.A. détient 2 000 000 d'actions propres (représentant 1,4% du capital au 30 juin 2009) acquises par l'intermédiaire du CA Cheuvreux, entre le 17 et le 25 janvier 2008, à un cours moyen de 34,48 euros. Ces rachats s'inscrivent dans le cadre de la couverture des instruments donnant accès au capital émis par la Société.

ETATS DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES POUR L'EXERCICE 2008 ET POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2008 ET 30 JUIN 2009

<i>en millions d'euros</i>	2008	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009
Résultat net	451	231	78
Gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraites et engagements assimilés (1)	(56)	132	(45)
Impôts différés reconnus en capitaux propres (2)	17	(26)	(9)
Ecart de conversion	(105)	(113)	65
Composante capitaux propres relative à l'emprunt obligataire émis le 20 avril 2009 (OCEANE 2009) (3)	-	-	64
Diminution de la composante capitaux propres relative au rachat partiel de l'emprunt obligataire émis le 24 juin 2003 (OCEANE 2003) (4)	-	-	(5)
Autres (5)	(33)	(29)	15
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	(177)	(36)	85
Total des produits et charges comptabilisés	274	195	163

(1) Cf. Note 14 - Provisions pour retraites et engagements assimilés.

(2) En 2008 et au premier semestre 2009, les impôts différés portent principalement sur les gains et pertes actuariels sur les retraites et engagements assimilés de la période (1), sur les composantes capitaux propres des OCEANE 2003 (4) et 2009 (3), et sur les variations de juste valeur des instruments dérivés (5) reconnus en capitaux propres.

(3) Le 20 avril 2009, Cap Gemini S.A. a procédé à l'émission d'un emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE 2009, cf. Note 13 - Trésorerie nette).

(4) Concomitamment à l'émission de l'OCEANE 2009, Cap Gemini S.A. a procédé au rachat partiel anticipé de l'OCEANE émise le 24 juin 2003 (Cf. Note 13 - Trésorerie nette). Les effets relatifs à cette opération sur les réserves s'élèvent à 5 millions d'euros, et sont négligeables sur le résultat.

(5) En 2008 et au premier semestre 2009, les autres produits et charges correspondent essentiellement aux contrats de couverture pour lesquels la comptabilité de couverture de flux de trésorerie est appliquée.

NOTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES DU GROUPE

Note 1 – Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés au 30 juin 2009 sont établis en conformité avec les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes comptables internationales édictées par l'IASB. Ces normes comptables internationales sont constituées des IFRS (International Financial Reporting Standards), des IAS (International Accounting Standards), ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009 (publication au Journal Officiel de l'Union Européenne).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par le Syntec Informatique – organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France – sur les modalités d'application de certaines normes IFRS/IAS.

Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2009 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces comptes comprennent, à titre comparatif, le compte de résultat du premier semestre 2008 et de l'exercice 2008, et les états consolidés de la situation financière au 30 juin 2008 et au 31 décembre 2008. Ces états financiers du premier semestre 2009 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés 2008.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes annuels au 31 décembre 2008. La norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » et la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » sont appliquées pour la première fois au 1^{er} janvier 2009.

Concernant la norme IAS 1 révisée, le Groupe a retenu la présentation en deux états : le compte de résultat et l'état des produits et charges comptabilisés en capitaux propres. Cela n'a pas d'effet significatif sur la présentation des comptes consolidés.

Concernant la norme IFRS 8, il convient de souligner que le Groupe analyse son activité selon trois axes : la géographie, le métier et le secteur d'activité de ses clients. Les entités géographiques constituent des centres de profits pour lesquels il existe une mesure complète de la performance, y compris des éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement et des flux de trésorerie. Les métiers sont regroupés par Grande Unité Opérationnelle et font l'objet d'un suivi exclusivement axé sur le chiffre d'affaires et la marge opérationnelle. Enfin, la mesure de la performance des secteurs d'activité se limite au suivi du chiffre d'affaires et des prises de commandes. En conséquence, le Groupe continue de présenter en information sectorielle une information détaillée selon l'axe géographique et une présentation de la performance opérationnelle selon l'axe métier.

Les comptes consolidés au 30 juin 2009, ainsi que les notes afférentes, ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa réunion du 29 juillet 2009.

Note 2 – Evolution du périmètre

A) EN 2008

Les principaux mouvements de périmètre survenus en 2008 sont les suivants :

- Le 2 mai 2008, le Groupe a acquis auprès du groupe Unilever 100% des sociétés Asesorias Latin America Shared Services, Ltda. (renommée Capgemini Business Services Chile) et ARD - Prestação de Serviços Administrativos, Lda. (renommée Capgemini Business Services Brazil). Ces deux sociétés, respectivement basées au Chili et au Brésil, étaient, avant l'acquisition, les centres de services administratifs et financiers d'Unilever en Amérique du Sud.

Le coût total d'acquisition s'élève à 22 millions d'euros.

A la date d'acquisition, ces sociétés employaient près de 400 professionnels (175 au Chili et 225 au Brésil). Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Au 30 juin 2009, l'affectation définitive du prix d'acquisition est identique à celle du 31 décembre 2008 :

<i>en millions d'euros</i>	
Actif net acquis (1)	3
Actifs incorporels amortissables, nets des impôts différés passifs	3
Ecart d'acquisition	16
Prix d'acquisition total	22

(1) Dont 2 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie.

- Le 1^{er} décembre 2008, le Groupe a finalisé l'acquisition de la société Getronics Pinkroccade Business Application Services B.V. (BAS B.V.) suite à l'accord de principe conclu le 25 juillet 2008 avec Getronics PinkRocccade (GPR) concernant l'acquisition de sa filiale BAS B.V. (renommée Capgemini BAS B.V.). Cette division regroupe les activités de services applicatifs (développement, maintenance et gestion des applications) de GPR aux Pays-Bas. Le coût total d'acquisition s'élève à 249 millions d'euros dont 6 millions d'euros d'honoraires directement attribuables à l'acquisition.

A la date d'acquisition, cette société comptait 2 200 collaborateurs. La société est consolidée par intégration globale.

Au 30 juin 2009, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	
Actif net acquis	3
Actifs incorporels amortissables – net des impôts différés passifs (1)	9
Impôts différés actifs (1)	23
Ecart d'acquisition	214
Prix d'acquisition total	249

(1) La modification de l'affectation provisoire présentée au 31 décembre 2008 résulte principalement de la reconnaissance d'un impôt différé actif sur des éléments incorporels, liés à des apports réalisés par Getronics antérieurement à l'acquisition par Capgemini de la société BAS B.V., et fiscalement déductible aux Pays-Bas.

- En 2008, le Groupe a également procédé à l'acquisition d'un certain nombre de sociétés aux Etats-Unis, en France, en Irlande, au Royaume-Uni et en République Tchèque. Le coût total de ces acquisitions s'élève à 28 millions d'euros, dont 1 million d'euros d'honoraires directement attribuables à ces acquisitions.

A la date d'acquisition, ces sociétés comptaient environ 290 collaborateurs. Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

B) AU PREMIER SEMESTRE 2009

Aucun mouvement de périmètre n'est intervenu sur le premier semestre 2009.

Note 3 – Chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

<i>en millions d'euros</i>	2008		1 ^{er} semestre 2008		1 ^{er} semestre 2009	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Amérique du Nord	1 668	19	811	19	836	19
France et Maroc	2 077	24	1 057	24	1 009	23
Royaume-Uni et Irlande	1 922	22	988	23	972	22
Benelux	1 303	15	632	14	734	17
Allemagne et Europe Centrale	592	7	291	7	277	7
Pays nordiques	578	7	309	7	262	6
Europe du Sud et Amérique Latine	449	5	230	5	223	5
Asie Pacifique	121	1	56	1	63	1
Total	8 710	100	4 374	100	4 376	100

L'évolution du chiffre d'affaires du premier semestre 2009 par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 2008 est de -2,2 % à taux de change et périmètre constants, et de 0,1 % à taux de change et périmètre courants.

Note 4 – Charges opérationnelles par nature

L'analyse des charges opérationnelles par nature est la suivante :

<i>en millions d'euros</i>	2008		1 ^{er} semestre 2008		1 ^{er} semestre 2009	
	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires
Charges de personnel	4 940	56,7	2 539	58,1	2 588	59,1
Frais de déplacements	389	4,5	192	4,4	175	4,0
	5 329	61,2	2 731	62,5	2 763	63,1
Achats et frais de sous-traitance	2 138	24,6	1 063	24,3	1 074	24,6
Loyers et taxes locales	286	3,3	146	3,3	153	3,5
Dotations aux amortissements et provisions	213	2,4	102	2,3	99	2,2
Total	7 966	91,5	4 042	92,4	4 089	93,4

Note 5 – Autres produits et charges opérationnels

<i>en millions d'euros</i>	2008	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009
Coûts de restructuration	(103)	(28)	(102)
Coûts d'intégration des sociétés acquises	(7)	(2)	(5)
Charges liées aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions	(22)	(11)	(9)
Dépréciation des écarts d'acquisition	(18)	-	-
Autres	(8)	(3)	(4)
Total	(158)	(44)	(120)

A) EN 2008

En 2008, les coûts de restructuration sont principalement liés à la poursuite de la rationalisation de l'organisation du Groupe dans le cadre du projet I.cube. Par nature, ces coûts sont constitués :

- des coûts relatifs aux réductions d'effectifs (68 millions d'euros) principalement en France, aux Pays-Bas et en Allemagne,
- des charges liées aux mesures de rationalisation du parc immobilier (21 millions d'euros) principalement en France,
- des coûts d'industrialisation et de migration liés à la mise en œuvre de solutions de rightshoring (14 millions d'euros) principalement au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.

Les coûts d'intégration sont essentiellement liés à la finalisation de l'intégration de la société Kanbay dans le Groupe.

Une dépréciation a été constatée sur un écart d'acquisition d'une filiale allemande du groupe Sogeti.

B) AU PREMIER SEMESTRE 2009

Les coûts de restructuration sont constitués:

- des coûts relatifs aux réductions d'effectifs (80 millions d'euros) essentiellement aux Pays-Bas, en France et en Espagne,
- des charges liées aux mesures de rationalisation du parc immobilier (18 millions d'euros) essentiellement en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni,
- des coûts d'industrialisation et de migration liés au rightshoring (4 millions d'euros) principalement aux Etats-Unis.

Les coûts d'intégration sont principalement dus à l'intégration dans le Groupe de la société Capgemini BAS B.V. acquise le 1^{er} décembre 2008.

Les charges liées aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions comprennent :

- la charge relative aux attributions d'actions et d'options de souscriptions d'actions (7 millions d'euros), antérieurement attribuées à des collaborateurs du Groupe,

- la charge (2 millions d'euros) résultant de la mise en place, au cours du premier semestre 2009, d'un plan d'attribution d'actions de performance (Cf. Note 9 - Capitaux propres).

Les autres produits et charges opérationnels sont essentiellement constitués d'une charge de 4 millions d'euros résultant de la sortie des actifs et de la prise en compte des obligations générées par la rupture anticipée, intervenue le 19 décembre 2008, du contrat signé avec TXU (dorénavant EFH) en mai 2004 pour une durée de dix ans.

Note 6 – Coût de l'endettement financier (net)

L'analyse du coût de l'endettement financier (net) est la suivante :

<i>en millions d'euros</i>		2008	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009
Coût de l'endettement financier brut	I	(66)	(34)	(29)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	II	68	35	14
Coût de l'endettement financier (net)		2	1	(15)

I. Coût de l'endettement financier brut

Le coût de l'endettement financier brut se ventile comme suit :

<i>en millions d'euros</i>		2008	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009
Charges d'intérêt des emprunts obligataires convertibles		(46)	(23)	(24)
Autres charges d'intérêt		(20)	(11)	(5)
Total		(66)	(34)	(29)

La charge d'intérêt des emprunts obligataires convertibles entre les premiers semestres 2008 et 2009 est relativement stable, et ce malgré l'émission d'un nouvel emprunt obligataire sur le premier semestre (OCEANE 2009, cf. Note 13 - Trésorerie nette) occasionnant une charge financière notionnelle de 7 millions d'euros sur la période ; celle-ci a en effet été en grande partie compensée par la baisse de la charge financière notionnelle liée à l'OCEANE 2003 suite au rachat partiel effectué en avril 2009 (2 millions d'euros), et par le produit généré au titre du swap de taux d'intérêt sur l'OCEANE 2003 (2 millions d'euros de produit contre une charge de 1 million d'euros au premier semestre 2008).

Les autres charges d'intérêt sont au 30 juin 2009 principalement composées des charges financières liées aux contrats de location-financement.

La diminution de ce poste par rapport au 30 juin 2008 provient essentiellement :

- de la décomptabilisation au 30 juin 2008 des créances de carry-back cédées en 2003 et 2004 et des dettes financières reconnues en contrepartie de ces créances (cf. Note 6 - Coût de l'endettement financier (net) et Note 15 - Autres créances courantes et d'impôts du document de référence 2008),
- de la résiliation de l'option de vente dont bénéficiait le groupe TXU (dorénavant EFH) suite à la rupture du contrat le 19 décembre 2008.

II. Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

La diminution des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, principalement constatée chez Cap Gemini S.A., s'explique par la baisse des taux de rendement de la trésorerie placée.

Note 7 – Autres produits et charges financiers

<i>en millions d'euros</i>	2008	1er semestre 2008	1er semestre 2009
Instruments de couverture de risques de taux d'intérêt à juste valeur (A)	6	-	1
Instruments de couverture de risques de change à juste valeur (B)	14	18	71
Gains de change sur opérations financières (C)	63	2	4
Autres (E)	3	2	2
Total autres produits financiers	86	22	78
Instruments de couverture de risques de taux d'intérêt à juste valeur (A')	(1)	(4)	(1)
Instruments de couverture de risques de change à juste valeur (B')	(62)	(1)	(1)
Pertes de change sur opérations financières (C')	(14)	(20)	(77)
Charges liées à la comptabilisation de passifs financiers au coût amorti	(3)	(1)	(2)
Charge d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies (D) (1)	(19)	(8)	(21)
Autres (E)	(8)	(4)	-
Total autres charges financières	(107)	(38)	(102)
Total autres produits et charges financiers	(21)	(16)	(24)

(1) Cf. Note 14 - Provisions pour retraites et engagements assimilés.

Les autres produits et charges financiers se composent principalement :

- d'instruments de couverture de risque de taux d'intérêt à juste valeur (A/A') : ils correspondent à des instruments dérivés destinés à couvrir les risques de taux sur opérations financières et ont généré sur la période un produit net non significatif (soit (A)-(A')), principalement liés à la variation de la juste valeur du swap de taux sur l'OCEANE 2003,
- d'instruments de couverture de risques de change à juste valeur (B/B') : ils correspondent aux instruments dérivés destinés à couvrir les risques de change sur opérations financières et ont généré un gain net sur la période de 70 millions d'euros (soit (B)-(B')) imputable en quasi-totalité à la variation de la juste valeur d'un swap de change en couverture d'un prêt intra-groupe consenti par Capgemini UK Plc. à Cap Gemini S.A. A noter que ce produit, qui résulte de l'appréciation de la livre sterling contre l'euro sur la période, compense presque intégralement la perte latente de 72 millions d'euros constatée au 30 juin 2009 sur ce prêt intra-groupe et enregistrée en pertes de change sur opérations financières (C'),
- Les autres gains et pertes de change sur opérations financières (5 millions d'euros de charges nettes) proviennent essentiellement de l'impact des variations des taux de change en 2009 sur les éléments de trésorerie et d'équivalents de trésorerie évalués à leur juste valeur,
- d'une charge d'intérêt nette de 21 millions d'euros sur le premier semestre 2009 (8 millions d'euros au premier semestre 2008) liée aux régimes de retraites à prestations définies (D) principalement au Royaume-Uni.

La variation nette des autres produits et charges financiers par rapport au premier semestre 2008, s'explique essentiellement par :

- une augmentation de 13 millions d'euros de la charge financière sur les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies essentiellement au Royaume-Uni du fait principalement de la hausse des taux d'actualisation entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008 et de la diminution de la rentabilité des actifs,
- une évolution favorable (4 millions d'euros) de la juste valeur du contrat d'échange de taux d'intérêt de l'OCEANE 2003,
- la charge non récurrente enregistrée en 2008 (3 millions d'euros) relative au plan de retraites des salariés d'Hydro One, au Canada.

Note 8 – Impôts

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	2008	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009
Impôts courants	(87)	(42)	(18)
Impôts différés	(29)	-	(32)
Total	(116)	(42)	(50)
Taux effectif d'impôt (%)	20,5	15,4	39,3

Les impôts courants au 30 juin 2009 recouvrent :

- des impôts sur résultats fiscaux bénéficiaires pour un total de 15 millions d'euros, essentiellement aux Pays-Bas, en Inde, en Pologne et au Royaume-Uni,
- des impôts forfaitaires et autres pour 9 millions d'euros essentiellement en Amérique du Nord, en France et en Italie,
- un produit d'impôt courant aux Pays-Bas pour 6 millions d'euros, lié au report en arrière de déficits générés durant la période.

Les impôts différés au 30 juin 2009 comprennent :

- 33 millions d'euros de charges correspondant à l'imputation de déficits fiscaux reportables sur résultats fiscaux bénéficiaires de la période en France (27 millions d'euros), au Royaume-Uni (4 millions d'euros), en Allemagne (1 million d'euros) et en Suède (1 million d'euros),
- 4 millions d'euros de charges résultant de la dépréciation d'actifs d'impôts différés sur déficits fiscaux reportables, principalement au Danemark,
- 3 millions d'euros de produits d'impôts différés au Royaume-Uni relatif à un crédit d'impôt généré par des charges de recherche et développement encourues en 2008,
- 2 millions d'euros de produits liés à des actifs d'impôts différés sur déficits fiscaux reportables nés au cours de la période, essentiellement en Belgique.

L'augmentation du taux effectif global sur le premier semestre 2009 est principalement due :

- à la non récurrence des facteurs ayant concouru à la reconnaissance d'un important produit d'impôt en 2008, ayant donc permis de réduire la charge d'impôt ainsi que le taux effectif d'imposition, à savoir la reprise de provision pour visibilité sur impôts différés actifs reconnus sur déficits fiscaux en France, et la reconnaissance d'un important crédit d'impôt généré par des charges de recherche et développement sur exercices antérieurs au Royaume-Uni,
- à l'absence de reconnaissance significative au premier semestre 2009 d'impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables nés au cours de la période (à l'exception de la Belgique), ou de déficits fiscaux nés au cours de périodes antérieures et non encore reconnus. De ce fait, la charge d'impôt 2009 ne comporte pas d'éléments permettant de réduire le taux effectif d'impôt.

Note 9 – Capitaux Propres

A) BONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACQUISITION D' ACTIONS REMBOURSABLES (BSAAR)

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 17 avril 2008, le Conseil d'Administration du 29 avril 2009 a arrêté le principe d'une émission de BSAAR, la liste des personnes éligibles auxquelles il a été proposé de souscrire, ainsi que le nombre maximum de BSAAR pouvant être souscrit par chacun d'eux à titre irréductible et réductible.

Les BSAAR ont été proposés à des salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales françaises et étrangères, répartis en quatre catégories.

Le Directeur Général sur délégation du Conseil d'Administration a fixé en date du 13 mai 2009, les dates de la période de souscription (du 14 mai au 17 juin 2009), le prix de souscription des BSAAR (3,22€ par BSAAR), ainsi que les modalités définitives de l'opération. L'expert mandaté par Capgemini a émis une opinion indépendante sur le prix d'émission unitaire des BSAAR, et a conclu au caractère raisonnable de ce prix, considérant qu'il se situait à l'intérieur de la fourchette d'estimations de la valeur de marché des BSAAR issue de ses propres travaux d'évaluation.

Sur la base des demandes de souscription de BSAAR exprimées par les personnes éligibles à l'opération, un nombre total de 2 999 000 BSAAR a été souscrit au prix de 3,22€ par BSAAR, par un total de 629 participants.

Le règlement livraison des 2 999 000 BSAAR, dont 63 990 ont été souscrits par M. Paul Hermelin, est intervenu le 23 juillet 2009 et le produit brut correspondant à cette émission s'élève à 9,7 millions euros.

La période d'exercice s'étalera de la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris jusqu'au septième anniversaire de leur date d'émission. La cotation des BSAAR interviendra à compter du 23 juillet 2013. Entre le 23 juillet 2009 et la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris, les BSAAR ne seront ni exerçables ni cessibles sauf exceptions prévues au contrat d'émission (notamment en cas d'offre publique sur Cap Gemini S.A.).

Cette émission a fait l'objet d'une note d'opération visée par l'AMF en date du 14 mai 2009 sous le n° 09-140.

Incidence sur les états financiers

La Société ayant retenu un prix d'émission se situant à l'intérieur de la fourchette d'estimations de la valeur de marché des BSAAR retenue par l'expert, aucun avantage accordé aux bénéficiaires n'est comptabilisé dans les comptes de la Société.

B) PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS DE PERFORMANCE

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé, le 17 avril 2008, le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai maximum de 12 mois, des actions sous conditions de performance et de présence. Le 5 mars 2009, le Conseil d'Administration a arrêté les modalités de ce plan ainsi que la liste des personnes bénéficiaires.

Les principales caractéristiques de ce premier plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Présentation de synthèse	Plan 2009	Dont mandataires sociaux
Date de l'Assemblée	17 avril 2008	
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	1% du capital à la date de la décision du Conseil d'Administration soit 1 458 860 actions au maximum	
Date de la décision du Conseil d'Administration	5 mars 2009	
Période d'évaluation de la mesure de la performance	Au terme de la première année et au terme de la seconde année suivant la date d'attribution	
Durée de la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution est définitive	2 ans à compter de la date d'attribution (France) ou 4 ans (international)	
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'acquisition définitive (France uniquement)	2 ans, ou 5 ans en cas de départ du Groupe dans les deux années suivant l'acquisition définitive	
Nombre d'actions sous conditions de performance et de présence attribuées au cours de l'exercice	1 148 250 (1)	50 000 (2)
Nombre d'actions forcloses ou annulées au cours de l'exercice	6 000	-
Nombre d'actions au 30 juin 2009 pouvant être définitivement attribuées sur des actions précédemment consenties, sous réserve de la réalisation des conditions fixées (performance et présence)	1 142 250	50 000
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	23,30	
Principaux paramètres de marché à la date d'attribution		
<i>Volatilité</i>	42,7 %	
<i>Taux d'intérêt sans risque</i>	1,4 %	
<i>Taux de dividendes attendus</i>	3,0 %	
Autres conditions		
<i>Condition de performance</i>	Oui (cf. détail ci-après)	
<i>Présence effective à la date d'acquisition</i>	Oui	
Modèle de valorisation utilisé pour déterminer la juste valeur des actions	Monte Carlo	
Fourchette des justes valeurs en euros		
<i>Actions attribuées gratuitement (par action et en euros)</i>	20,7 - 21,9	17,53
<i>Actions de performance (par action et en euros)</i>	16,5 - 17,53	

(1) Dont 64 750 actions attribuées sans condition de performance (5,6% du total) dans le respect de la résolution (autorisation de 15% maximum).

(2) Actions sous condition de performance uniquement.

Modalités relatives à la condition de performance

Le nombre exact d'actions qui sera acquis aux bénéficiaires au terme de la période d'acquisition (2 ans ou 4 ans) sera égal au nombre d'actions maximum attribué initialement, multiplié par un pourcentage (compris entre 0 % et 100 %) correspondant à la performance choisie comme instrument de mesure. La performance conditionnant l'octroi définitif des actions est celle réalisée par l'action Cap Gemini pendant les deux premières années, comparée à la performance moyenne, réalisée sur cette même période, par un panier de 10 valeurs cotées représentatives du même secteur d'activité, et appartenant au moins à 5 pays dans lesquels le Groupe a une présence significative.

Le panier de référence est composé des valeurs suivantes, chaque valeur composant l'indice de référence bénéficiant de la même pondération : Accenture / CSC / Atos Origin / Tieto / Logica / Steria / Infosys / Sopra / Cognizant / CGI Group.

L'attribution définitive sera fonction de la performance relative de l'action Cap Gemini par rapport à celle du panier de sociétés comparables :

- il n'y aura pas d'attribution si la performance de l'action Cap Gemini pendant la période considérée est inférieure à 90 % de la performance du panier sur cette même période,
- l'attribution définitive :
 - s'élèvera à 60 % de l'attribution initiale si cette performance relative est d'au moins 90 %,
 - variera linéairement entre 60 % et 100 % en fonction de l'évolution de la performance et selon un tableau prédéterminé si cette performance relative est comprise entre 90 % et 110 %,
 - s'élèvera à 100 % de l'attribution initiale si cette performance est supérieure ou égale à 110 %.

Juste valeur des actions accordées et incidence sur les états financiers

En fonction des paramètres de calcul utilisés dans la détermination de la juste valeur selon le modèle Monte Carlo (précisés dans le tableau ci-avant), et sur la base d'une hypothèse actualisée du taux de rotation du personnel attributaire, la charge au 30 juin 2009 reconnue en « Autres produits et charges opérationnels » s'élève à 2 millions d'euros. Le montant global restant à amortir entre 2009 et 2013 au titre de ce plan s'élève à 15 millions d'euros.

Le calcul de la juste valeur et les paramètres utilisés ont été déterminés par une société externe. Il convient en particulier de noter que :

- la volatilité retenue est la volatilité historique sur 3 ans de l'action Cap Gemini (période identique pour les actions composant l'indice de référence),
- le taux de dividende par action a été estimé sur la base du dividende versé en 2008 (2,5%), de la politique historique de dividendes du Groupe et du consensus des analystes (supérieur à 3% sur 2009 et 2010).

C) RESULTAT DE BASE PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé selon les mêmes modalités qu'aux 30 juin 2008 et 31 décembre 2008.

D) RESULTAT DILUE PAR ACTION

Le résultat dilué par action tient compte, au 30 juin 2009, des instruments financiers dilutifs suivants :

- les options de souscription d'actions détenues par les membres du personnel, considérées comme potentiellement dilutives lorsque le cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période excède le prix d'exercice des options de souscription d'actions augmenté de la juste valeur des services futurs,
- les actions qui font partie du plan d'attribution d'actions de performance, et qui ne sont pas assorties d'une condition de performance.

En revanche, sont considérés comme non dilutifs :

- les obligations convertibles émises le 16 juin 2005 (OCEANE 2005), soit 11 810 809 obligations, car la charge d'intérêt comptabilisée, nette d'impôts, soit 7 millions d'euros, est supérieure pour chaque obligation au résultat de base par action. Il est rappelé que ces obligations sont convertibles à tout moment et au plus tard le septième jour ouvré précédent le 1 janvier 2012, date à laquelle elles sont remboursables au prix de 41,90 euros par obligation, soit 113,2% de leur valeur nominale,
- les obligations convertibles émises le 20 avril 2009 (OCEANE 2009), soit 16 911 765 obligations, car la charge d'intérêt comptabilisée, nette d'impôts, soit 4 millions d'euros, rapportée au nombre moyen pondéré d'obligations (6 576 703), est supérieure pour chaque obligation au résultat de base par action. Il est rappelé que ces obligations sont convertibles à tout moment et au plus tard le septième jour ouvré précédent le 1^{er} janvier 2014, date à laquelle elles sont remboursables au pair,
- les obligations convertibles émises le 24 juin 2003 (OCEANE 2003) car la charge d'intérêt comptabilisée nette d'impôts, soit 6 millions d'euros, rapportée au nombre moyen pondéré d'obligations (7 300 110) est supérieure pour chaque obligation au résultat de base par action,
- les actions de performance assorties d'une condition de marché. Etant donné qu'au 30 juin 2009, la performance de l'action Cap Gemini est inférieure à 90% de la performance du panier de référence, il n'y aurait pas d'action de performance attribuée au 30 juin si la période de mesure de la performance s'achevait à cette date.
- les Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables, car le prix d'exercice de 34 euros augmenté de la prime d'émission de 3,22 euros excède le cours moyen de marché de l'action Cap Gemini au 30 juin 2009.

Note 10 – Ecart d'acquisition

L'augmentation des écarts d'acquisition sur la période, soit 52 millions d'euros, résulte principalement des différences de conversion sur les écarts d'acquisition libellés en livre sterling et en dollar américain.

En ce qui concerne la valorisation des écarts d'acquisition, l'environnement au premier semestre 2009 n'a pas différé matériellement de celui anticipé dans les tests de valeur réalisés fin 2008 à l'exception du Benelux. En effet, la crise a été particulièrement forte dans cette région dotée d'une proportion élevée de clients du secteur financier. En conséquence, un test de valeur a été réalisé à fin juin 2009 sur cette seule région, n'ayant pas conduit à reconnaître une perte de valeur.

Note 11 – Autres actifs non courants

Ce poste est essentiellement composé de titres de sociétés mises en équivalence (principalement SSS Holding Corporation Ltd.) ainsi que de dépôts et créances à long-terme essentiellement en France et aux Pays-Bas.

Note 12 – Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2008	31 décembre 2008	30 juin 2009
Clients	1 534	1 590	1 410
Provisions pour créances douteuses	(13)	(14)	(16)
Factures à émettre	942	745	880
Travaux en cours	94	75	88
Total	2 557	2 396	2 362

Le total des créances clients et factures à émettre, nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance, en nombre de jours du chiffre d'affaires de la période, s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2008	31 décembre 2008	30 juin 2009
Clients et comptes rattachés hors travaux en cours	2 463	2 321	2 274
Acomptes clients et produits constatés d'avance	(689)	(639)	(568)
Total des créances clients nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance	1 774	1 682	1 706
En nombre de jours de chiffre d'affaires de la période	73	67 ⁽¹⁾	70

(1) En 2008, ce ratio a été ajusté afin de neutraliser les créances des sociétés acquises au cours du mois de décembre.

Note 13 – Trésorerie nette

La trésorerie nette est constituée de la trésorerie disponible, diminuée des dettes financières à court et à long terme. Elle tient également compte des instruments dérivés lorsqu'ils se rapportent à des dettes financières.

<i>en millions d'euros</i>		30 juin 2008	31 décembre 2008	30 juin 2009
Trésorerie (1)	I	1 652	1 805	1 860
Dettes financières	II	(1 112)	(1 032)	(1 286)
Instruments dérivés (1)		(7)	1	2
Trésorerie nette		533	774	576

(1) Il convient de noter que les instruments dérivés attachés à des éléments de trésorerie ont été reclassés avec leurs sous-jacents aux fins d'une information plus appropriée.

I. TRÉSORERIE

<i>en millions d'euros</i>		30 juin 2008	31 décembre 2008	30 juin 2009
Placements à court terme		1 288	1 290	1 512
Banques		379	578	346
Instruments dérivés (1)		5	(61)	10
Découverts bancaires		(20)	(2)	(8)
Trésorerie (1)		1 652	1 805	1 860

(1) Il convient de noter que les instruments dérivés attachés à des éléments de trésorerie ont été reclassés avec leurs sous-jacents aux fins d'une information plus appropriée.

Au cours du premier semestre 2009, l'augmentation de la trésorerie s'explique principalement par :

- l'encaissement net de 564 millions d'euros relatifs à l'OCEANE 2009,
- la variation de la juste valeur du swap de taux portant sur un prêt intra-groupe consenti par Capgemini UK Plc. à Cap Gemini S.A. pour 71 millions d'euros,
- le décaissement de 263 millions d'euros relatif au rachat partiel de l'OCEANE 2003 (voir détails ci-après),
- le versement de 143 millions d'euros de dividendes,
- le flux de trésorerie négatif généré par l'activité sur le premier semestre pour 83 millions d'euros et par les acquisitions d'immobilisations nettes de cessions pour 65 millions d'euros,
- aux décaissements relatifs aux sociétés acquises, nets de leur trésorerie, pour 23 millions d'euros et qui concernent principalement la société BAS B.V.

II. DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières s'analysent entre long terme et court terme comme suit :

<i>en millions d'euros</i>		30 juin 2008	31 décembre 2008	30 juin 2009
Emprunts Obligataires Convertibles ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE 2003, 2005 et 2009)		877	891	954
Dettes liées aux contrats de location-financement		97	85	87
Autres dettes financières à long terme		77	11	1
Dettes financières à long terme		1 051	987	1 042
Emprunts Obligataires Convertibles ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE 2003)		-	-	195
Dettes liées aux contrats de location-financement		40	34	30
Dettes bancaires ou assimilées		5	3	9
Autres dettes financières à court terme		16	8	10
Dettes financières à court terme (1)		61	45	244
Total des dettes financières		1 112	1 032	1 286

(1) Les dettes financières à court terme comprennent à la fois la part à moins d'un an des endettements à long terme ainsi que des dettes financières dont la durée est inférieure à un an.

Les principaux mouvements de l'exercice résultent :

- du reclassement de long à court terme de la partie non encore rachetée de l'OCEANE 2003 (soit un solde de 195 millions d'euros consécutivement au rachat de 263 millions d'euros effectué en avril 2009) et de l'option d'achat sur Capgemini Business Services India Ltd. enregistrée en « Autres dettes financières à court terme » en 2009 (10 millions d'euros),

- de l'émission d'un nouvel emprunt obligataire le 20 avril 2009 dont les caractéristiques sont énoncées ci-après.

OCEANE 2009 EMISE LE 20 AVRIL 2009

Le 8 avril 2009, Cap Gemini S.A. a procédé au lancement d'un emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes, ayant pour date de jouissance le 20 avril 2009 et pour échéance le 1^{er} janvier 2014 (OCEANE 2009).

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 575 millions d'euros et il est représenté par 16 911 765 obligations d'une valeur nominale unitaire de 34 euros, faisant ressortir une prime d'émission de 35% par rapport au cours de référence de l'action de la Société (cours moyen pondéré entre le 8 avril et la date de fixation des modalités définitives des obligations). Les obligations portent intérêt au taux nominal annuel de 3,5%.

Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°09-084 en date du 8 avril 2009.

RESUME DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'OCEANE 2009

Conversion et/ou échange des obligations en actions

A tout moment, à compter du 20 avril 2009, et au plus tard le septième jour ouvré précédant le 1^{er} janvier 2014.

Amortissement normal

Le 1^{er} janvier 2014 par remboursement au pair.

Amortissement anticipé au gré de la Société

- à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, pour tout ou partie des obligations, soit par des rachats en bourse ou hors bourse, soit par offres publiques de rachat ou d'échange,
- à compter du 20 avril 2012 et jusqu'au septième jour ouvré précédant le 1^{er} janvier 2014, pour la totalité des obligations restant en circulation, à un prix de remboursement anticipé égal au pair majoré des intérêts courus depuis la dernière date de paiement d'intérêts, si le produit (i) du ratio d'attribution d'actions en vigueur et (ii) de la moyenne arithmétique des premiers cours cotés de l'action ordinaire de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A. durant une période de 20 jours de bourse consécutifs au cours desquels l'action est cotée, excède 130% de ce prix de remboursement anticipé. Cet amortissement anticipé peut être réalisé soit par conversion, soit en numéraire au gré des porteurs d'obligations,
- à tout moment, pour la totalité des obligations restant en circulation, si moins de 10% des obligations émises restent en circulation.

Amortissement anticipé au gré des porteurs

En cas de changement de contrôle, tout porteur d'obligations pourra demander le remboursement anticipé de tout ou partie de ses obligations.

Exigibilité anticipée

A l'initiative de la majorité des porteurs d'obligations, notamment en cas de non-paiement de sommes dues, de manquement à d'autres obligations contenues dans la documentation (sous réserve, le cas échéant, de périodes de « grâce »), de défauts croisés (au-delà d'un seuil minimum de manquement), de liquidation, dissolution ou de cession totale des actifs de la Société, ainsi qu'en cas de cessation de la cotation des actions ordinaires de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A.

A noter qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. ne constituerait pas une condition d'exigibilité anticipée des obligations et serait sans incidence sur le taux d'intérêt qui leur est applicable.

Maintien de l'emprunt à son rang

Cap Gemini S.A. s'est engagée à maintenir les obligations à un rang identique à toutes les autres obligations négociables qui pourraient être émises par la Société (« pari passu »).

COMPTABILISATION DE L'OCEANE 2009

A la date de mise en place, la dette comptabilisée au passif de l'état consolidé de la situation financière correspond à la juste valeur de la composante dette. Celle-ci est calculée par actualisation des flux de décaissement futurs au taux d'intérêt du marché (cf. infra) applicable au Groupe, à la date de souscription. La juste valeur de la composante dette est également diminuée des frais d'émission. Au 30 juin 2009, la composante dette de l'OCEANE 2009, calculée au coût amorti, s'élève ainsi à 503 millions d'euros, et la composante capitaux propres, à 64 millions d'euros.

Le montant de la charge d'intérêt notionnelle comptabilisée sur la période au titre de l'OCEANE 2009 s'élève à 7 millions d'euros, dont un coupon couru de 4 millions d'euros, au taux d'intérêt nominal de l'emprunt (3,5%). La charge d'intérêt notionnelle est calculée sur la base d'un taux d'intérêt effectif de 6,8% correspondant au taux de marché auquel le Groupe aurait pu émettre au même moment un emprunt sans option de conversion (soit 6,4%), et après prise en compte des frais d'émission.

RACHAT PARTIEL DE L'OCEANE 2003

Concomitamment à l'émission des OCEANE 2009, Cap Gemini S.A. a recueilli via une procédure de construction d'un livre d'ordres inversé (« reverse bookbuilding ») des intérêts vendeurs sur ses Obligations à option de Conversion et/ou d'Echange en Actions Nouvelles ou Existantes émises le 24 juin 2003 et venant à échéance le 1er janvier 2010 (OCEANE 2003) portant sur 21,3% du montant total en principal initialement émis d'environ 460 millions d'euros. A l'issue du règlement-livraison intervenu le 21 avril 2009, Cap Gemini S.A. avait ainsi racheté, dans le cadre d'opérations hors marché, 1 898 017 OCEANE 2003 au prix de 51,50 euros, soit un montant total de 98 millions d'euros.

A la suite de ces rachats hors marché, la Société a mis en oeuvre en France une procédure de désintéressement de cinq jours de bourse (entre le 22 et le 28 avril 2009) au bénéfice de l'ensemble des porteurs d'OCEANE 2003. Celle-ci s'est close le 28 avril 2009 et a permis à la Société de racheter 3 260 474 OCEANE 2003 supplémentaires au prix de 51,50 euros, soit un montant total de 168 millions d'euros. Le nombre total d'OCEANE 2003 rachetées dans le cadre des transactions hors marché et de la procédure de désintéressement s'est ainsi élevé à 5 158 491, soit un montant total de 266 millions d'euros. Les OCEANE 2003 rachetées ont été annulées selon les termes du contrat d'émission. En conséquence, le nombre d'OCEANE 2003 restant en circulation à ce jour est de 3 861 116, soit 42,8% du nombre initialement émis.

INCIDENCE SUR LES ETATS FINANCIERS

Le rachat partiel des OCEANE 2003 a conduit le Groupe à allouer, à la date de la transaction, la contrepartie payée aux composantes passif et capitaux propres de l'instrument. La méthode utilisée pour affecter la contrepartie payée, identique à celle qui avait été utilisée lors de l'affectation initiale aux différentes composantes, a eu pour conséquence d'ajuster le montant comptabilisé dans les capitaux propres pour un montant négatif de 5 millions d'euros. Les effets sur le compte de résultat sont négligeables.

Note 14 – Provisions pour retraites et engagements assimilés

La variation des engagements pour retraites et engagements assimilés se décompose de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	2008	1^{er} semestre 2008	1^{er} semestre 2009
Engagements nets en début de période	615	615	498
Ecart de conversion	(124)	(35)	58
Variations de périmètre	4	-	-
Coûts des services, effets des réductions et liquidations et charge financière nette	68	37	39
Prestations et contributions	(110)	(54)	(48)
Variation des écarts actuariels reconnus en capitaux propres	56	(132)	45
Autres mouvements	(11)	(9)	-
Engagements nets en fin de période	498	422	592
Excédent de couverture comptabilisé à l'actif	(5)	(12)	(1)
Provisions pour retraites comptabilisées au passif	503	434	593

A) EN 2008

Au cours de l'exercice 2008, les variations des écarts actuariels portent essentiellement sur le Royaume-Uni et le Canada. Elles s'expliquent principalement par des ajustements liés à l'expérience sur la valeur des actifs de couverture (écart entre le rendement réel et le rendement attendu des actifs), partiellement compensés par des changements d'hypothèses actuarielles (augmentation du taux d'actualisation de 70 points de base au Royaume-Uni et de 150/175 points de base au Canada).

A noter qu'au Royaume-Uni, la section à prestations définies du principal régime de retraites de Capgemini UK Plc. a été fermée à l'acquisition de droits futurs à compter du 31 mars 2008 pour l'essentiel des bénéficiaires concernés. En contrepartie, ces personnes ont eu la possibilité d'adhérer à la section à cotisations définies de ce plan dont les coûts sont comptabilisés en charges de personnel. La section à prestations définies du plan Capgemini UK reste néanmoins ouverte pour 160 membres actifs « protégés ».

Par ailleurs, Capgemini UK Plc., conformément aux recommandations du « Pension Regulator » britannique, a pris l'engagement de combler le déficit tel qu'évalué au 31 mars 2006 sur une période de 10 ans.

B) AU PREMIER SEMESTRE 2009

Il convient de noter qu'au premier semestre 2009, la charge nette de 39 millions d'euros comprend les coûts des services rendus (15 millions d'euros), les coûts des services passés reconnus (3 millions d'euros) et une charge financière nette de 21 millions d'euros.

La variation des écarts actuariels au premier semestre 2009 correspond à une perte nette de 45 millions d'euros provenant essentiellement du Royaume-Uni (50 millions d'euros) et s'explique, pour moitié, par la diminution du taux d'actualisation entre le 31 décembre 2008 et le 30 juin 2009, et pour l'autre moitié, par un effet d'expérience négatif sur le rendement des actifs de couverture. A noter que la variation de la charge financière résulte, quant à elle, de la variation du taux d'actualisation entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008.

Note 15 – Secteurs opérationnels

Le Groupe applique pour la première fois la norme IFRS 8 « secteurs opérationnels » au 1^{er} janvier 2009. Les principes de détermination des secteurs opérationnels sont détaillés en Note 1 – Règles et méthodes comptables. Les informations financières relatives aux secteurs opérationnels sont établies selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

A) INFORMATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Au 30 juin 2009, le Groupe exerce son activité dans huit zones géographiques détaillées ci-dessous :

Zones géographiques	Pays
Amérique du Nord	Canada, Etats-Unis
France et Maroc	France, Maroc
Royaume-Uni et Irlande	Irlande, Royaume-Uni
Benelux	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas
Allemagne et Europe Centrale	Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suisse
Pays nordiques	Danemark, Finlande, Norvège, Suède
Europe du Sud et Amérique Latine	Argentine, Brésil, Chili, Espagne, Guatemala, Italie, Mexique, Portugal
Asie Pacifique	Australie, Chine, Inde, Singapour

Le résultat au premier semestre 2009 par zone géographique s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué (1)	Elimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES												
- hors Groupe (2)	836	1 009	972	734	277	262	223	63	-	-	4 376	
- inter-zones géographiques	16	41	27	13	42	5	16	181	-	(341)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	852	1 050	999	747	319	267	239	244	-	(341)	4 376	
MARGE OPERATIONNELLE (2)	43	48	78	55	30	19	6	30	(22)		287	
<i>% du chiffre d'affaires hors Groupe</i>	5,1	4,8	8,1	7,5	10,9	7,4	2,9	N/A	N/A		6,6	
RESULTAT OPERATIONNEL	31	20	69	17	25	12	(9)	25	(23)		167	
											Coût de l'endettement financier (net)	(15)
											Autres produits et charges financiers	(24)
											Charge d'impôt	(50)
											Résultat Net	78
											Part du Groupe	78

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires, ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constituée de sous-traitance interne réalisée en Inde.

Le résultat au premier semestre 2008 par zone géographique s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué (1)	Elimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES												
- hors Groupe (2)	811	1 057	988	632	291	309	230	56	-	-	4 374	
- inter-zones géographiques	13	34	28	18	44	8	13	155	-	(313)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	824	1 091	1 016	650	335	317	243	211	-	(313)	4 374	
MARGE OPERATIONNELLE (2)												
	47	53	81	90	40	28	11	16	(34)		332	
% du chiffre d'affaires hors Groupe	5,8	5,0	8,2	14,4	13,6	9,1	4,7	N/A	N/A		7,6	
RESULTAT OPERATIONNEL	54	38	63	85	34	27	8	14	(35)		288	
											Coût de l'endettement financier (net)	1
											Autres produits et charges financiers	(16)
											Charge d'impôt	(42)
											Résultat Net	231
											Part du Groupe	231

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires, ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constituée de sous-traitance interne réalisée en Inde.

Le résultat de l'exercice 2008 par zone géographique s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué (1)	Elimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES												
- hors Groupe (2)	1 668	2 077	1 922	1 303	592	578	449	121	-	-	8 710	
- inter-zones géographiques	34	80	75	36	93	17	28	361	-	(724)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	1 702	2 157	1 997	1 339	685	595	477	482	-	(724)	8 710	
MARGE OPERATIONNELLE (2)												
	102	151	150	185	83	55	23	53	(58)	-	744	
% du chiffre d'affaires hors Groupe	6,1	7,3	7,8	14,2	14,0	9,5	5,2	N/A	N/A	-	8,5	
RESULTAT OPERATIONNEL	90	99	118	173	54	51	14	47	(60)		586	
											Coût de l'endettement financier (net)	2
											Autres produits et charges financiers	(21)
											Charge d'impôt	(116)
											Résultat Net	451
											Part du Groupe	451

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires, ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constituée de sous-traitance interne réalisée en Inde.

B) INFORMATION PAR METIER

La ventilation du chiffre d'affaires par métier s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	2008		1 ^{er} semestre 2008		1 ^{er} semestre 2009	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	695	8	367	8	298	7
Intégration de systèmes	3 396	39	1 693	39	1 764	40
Infogérance	3 076	35	1 542	35	1 570	36
Services informatiques de proximité	1 543	18	772	18	744	17
Total	8 710	100	4 374	100	4 376	100

La ventilation de la marge opérationnelle par métier s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	2008		1 ^{er} semestre 2008		1 ^{er} semestre 2009	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	89	12,8	49	13,3	31	10,5
Intégration de systèmes	348	10,2	157	9,2	108	6,1
Infogérance	167	5,4	72	4,7	102	6,5
Services informatiques de proximité	198	12,9	88	11,5	68	9,1
Non alloué (1)	(58)	-	(34)	-	(22)	-
Total	744	8,5	332	7,6	287	6,6

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

Note 16 – Effectifs

A) EFFECTIFS MOYENS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	2008		1 ^{er} semestre 2008		1 ^{er} semestre 2009	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	8 650	10	8 741	10	8 105	9
France et Maroc	21 056	24	20 975	25	20 909	23
Royaume-Uni et Irlande	8 147	9	8 296	10	8 068	9
Benelux	10 021	12	9 697	11	12 083	14
Allemagne et Europe Centrale	6 880	8	6 561	8	7 618	8
Pays nordiques	4 057	5	4 041	5	3 997	4
Europe du Sud et Amérique Latine	7 479	9	7 209	9	7 900	9
Asie Pacifique	20 049	23	18 968	22	22 018	24
Non alloué	156	-	158	-	157	-
Total	86 495	100	84 646	100	90 855	100

B) EFFECTIFS DE FIN DE PERIODE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	30 juin 2008		31 décembre 2008		30 juin 2009	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	8 609	10	8 379	9	7 893	9
France et Maroc	20 953	24	21 242	23	20 519	23
Royaume-Uni et Irlande	8 089	9	7 985	9	8 114	9
Benelux	9 861	11	12 291	13	11 856	13
Allemagne et Europe Centrale	6 862	8	7 534	8	7 648	9
Pays nordiques	4 069	5	4 049	5	3 927	4
Europe du Sud et Amérique Latine	7 638	9	7 913	9	7 858	9
Asie Pacifique	20 250	24	22 078	24	21 475	24
Non alloué	156	-	150	-	163	-
Total	86 487	100	91 621	100	89 453	100

Note 17 – Engagements hors bilan

A) ENGAGEMENTS DONNES SUR CONTRATS CLIENTS

Les engagements donnés sur contrats clients décrits dans la Note 26 - Engagements hors bilan du document de référence 2008, diminuent de 13 millions d'euros.

B) ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS DANS LE CADRE D'OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

L'option d'achat par NTT Data Corporation du solde des intérêts détenus dans Zacatii Consulting Inc., soit 5%, a été levée le 26 mai 2009 pour un montant de 1,8 million d'euros.

L'engagement résiduel au 30 juin 2009 correspond à la promesse d'achat par Doc@post des titres Synaxio (anciennement Inovmail), consentie au profit du Groupe, et détaillée dans la Note 26 - Engagements hors bilan du document de référence 2008.

C) AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2008	31 décembre 2008	30 juin 2009
- Sur locations non résiliables	818	819	836
- Autres engagements donnés	51	55	65
Total	868	874	901

Note 18 – Evènements postérieurs à la clôture

La Société a signé, le 29 juillet 2009, l'accord définitif relatif à l'acquisition des sociétés IACP Informatique et IACP Asia. La réalisation définitive de cette opération est prévue en septembre 2009. Ces sociétés ont réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de l'ordre de 9,5 millions d'euros. Elles emploient environ 200 personnes, dont près de la moitié à Ho Chi Minh Ville au Vietnam, et réalisent des prestations de développement et de maintenance pour des acteurs majeurs du secteur de l'assurance en France.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CAP GEMINI S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2009

Paris La Défense, le 29 juillet 2009

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Serge Villepelet
Associé

Edouard Sattler
Associé

Jean-Luc Decornoy
Associé

Jacques Pierre
Associé

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

«J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice».

Paul Hermelin
Directeur Général